

BENIN



CYCLE DE SUIVI 2016 DE L'IHP+ Revu de la performance nationale

COMMENT INTERPRETER LE PROFIL DU PAYS

Toutes les données présentées dans ce tableau de bord ont été fournies par le Ministère de la Santé (MS), les partenaires au développement (sur 9 PD appuyant le secteur, 13 PD ont participé), les organisations de la société civile (11 OSC ont participé) et des représentants du secteur privé (13 SP ont participé) appuyant le secteur de la santé. En principe, toutes les données soumises par les PD, OSC et SP ont été validées par le MS.

Les 8 pratiques de coopération efficace au développement (CED) sont présentées sous 4 engagements. Les 3 premiers engagements présentent la performance du gouvernement et des PD envers 6 pratiques de CED. Le dernier engagement inclut également l'opinion des OSC et du SP concernant les pratiques relatives à leur engagement.

Lorsque c'est possible, les évolutions de la performance sont présentées sur la base des données recueillies lors des quatre cycles de suivi précédents (en 2007, 2011, 2013 et 2015). Pour plus de précision, des commentaires sur la pratique CED sont fournis dans des encadrés, quand ils sont pertinents.

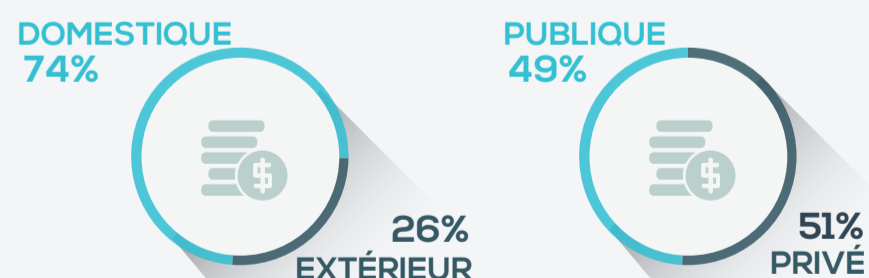
Voir www.internationalhealthpartnership.net/benin pour plus de détails et des données désagrégées sur les informations fournies.



DEPENSES NATIONALES DE SANTE

Dépenses totales de santé par habitant **\$37.89**

Sources des dépenses nationales de santé



Source: OMS / Comptes Nationaux de la Santé 2014

ENGAGEMENT

DE METTRE EN PLACE DES STRATEGIES SECTORIELLES SANTE ROBUSTES, DE PROCEDER A DES REVUES CONJOINTES ET DE RENFORCER LA REDEVABILITE



LES PARTENAIRES SOUTIENNENT UNE STRATEGIE NATIONALE DE SANTE UNIQUE

Alignement de l'appui à la Stratégie du Secteur de la Santé



Est-ce que le plan national du secteur de la santé a été revu conjointement ?

PD **56%**

OSC

SP

Intervenants qui ont appuyé la revue conjointe



LA REDEVABILITE MUTUELLE EST RENFORCEE

Un plan national de Suivi et d'Evaluation existe pour la Stratégie du Secteur de la Santé ?



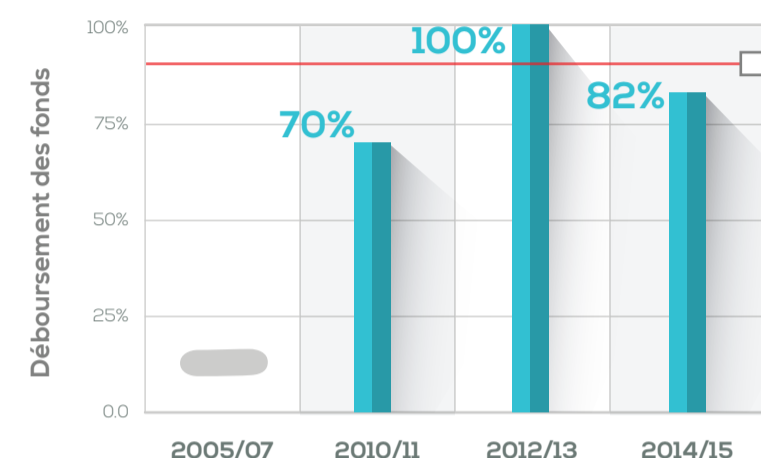
ENGAGEMENT

D'AMELIORER LE FINANCEMENT, LA PREVISIBILITE ET LA GESTION FINANCIERE DU SECTEUR DE LA SANTE

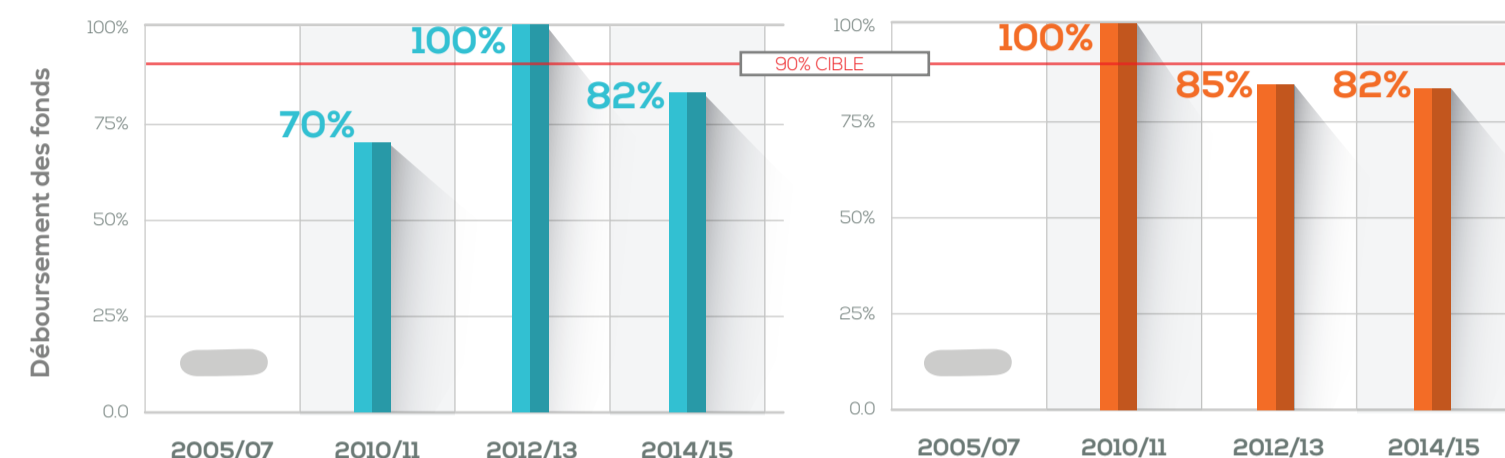


LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT SANITAIRE EST PLUS PREVISIBLE

Le budget de l'Etat déboursé comme prévu

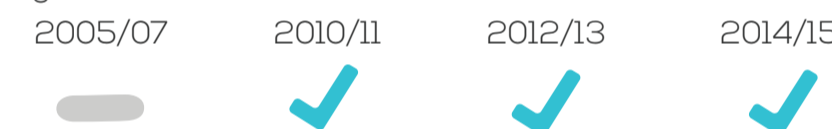


Les fonds des PD déboursés au gouvernement comme prévu



Prévisibilité des fonds futurs

Budget triennal roulant ou Cadre de Dépenses à Moyen Terme en place :

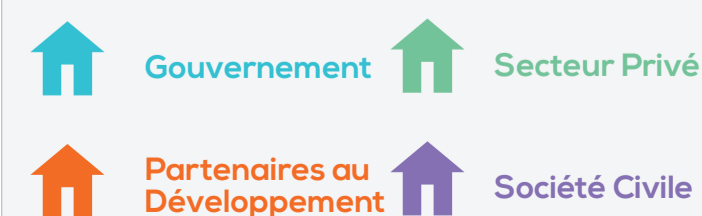


L'AIDE A LA SANTE S'INSCRIT DANS LE CADRE DES BUDGETS NATIONAUX

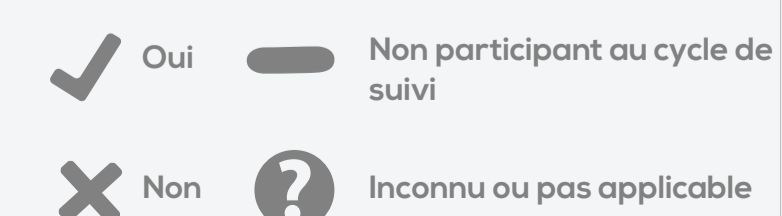


LÉGENDE

Codes couleurs des données



Symbols



CYCLE DE SUIVI 2016 DE L'IHP+

ihp+
results

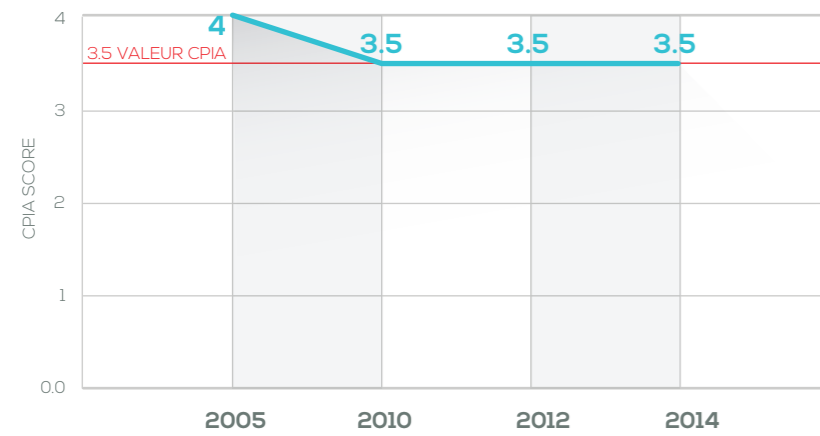
ENGAGEMENT

D'ETABLIR, RENFORCER ET UTILISER LES SYSTEMES DU PAYS



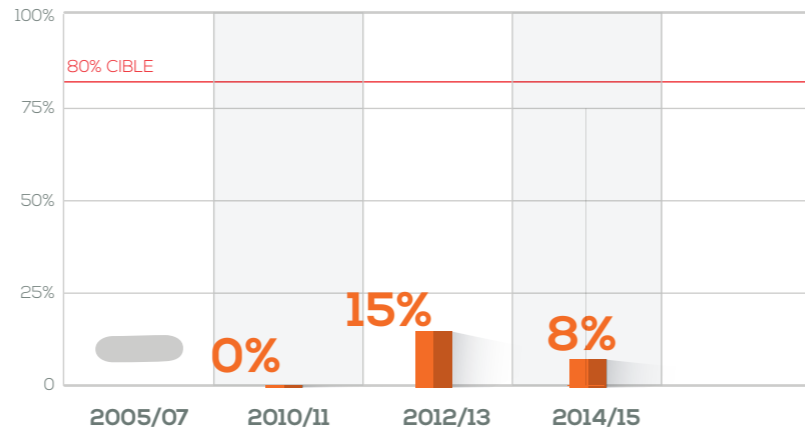
LES SYSTEMES DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES (GFP) SONT RENFORCES ET UTILISES

Les systèmes nationaux de GFP sont-ils de bonne qualité ?



Source : Banque Mondiale. Données CPIA

Pourcentage des fonds PD utilisant les systèmes GFP



33%

33% des PD participants confirment qu'il y a suffisamment d'appui en place pour le renforcement du système de GFP et pour le renforcement des capacités



LES SYSTEMES DE PASSATION DE MARCHES ET D'APPROVISIONNEMENT SONT RENFORCES ET UTILISES

Une stratégie nationale de passation de marchés et d'approvisionnement existe-t-elle ?



33%

33% des PD participants utilisent le système national de passation des marchés et d'approvisionnement

33%

33% des PD participants confirment qu'il y a suffisamment d'appui en place pour le renforcement du système national de passation des marchés et d'approvisionnement, ainsi que pour le renforcement des capacités.



L'ASSISTANCE TECHNIQUE EST COORDONNÉE ET LA COOPÉRATION SUD-SUD INTERVIENT POUR LE TRANSFERT DE COMPÉTENCES

Un plan d'assistance technique national convenu est-il en place ?



56%

56% des PD participants fournissent de l'assistance technique alignée sur le plan national.

Le MS bénéficie-t-il de la coopération Sud-Sud ?

SOUVENT

89%

89% des PD participants appuient la coopération Sud-Sud.

ENGAGEMENT

D'ETABLIR UN ENVIRONNEMENT FAVORABLE POUR LA PARTICIPATION DES OSC ET DU SECTEUR PRIVE DANS LE SECTEUR DE LA SANTE



ENGAGEMENT PAR LES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Quel espace le gouvernement prévoit-il pour la participation efficace des OSC dans la politique, la planification et le suivi du secteur de la santé ? (Sources : le questionnaire qualitatif du gouvernement et l'enquête en ligne des OSC)



Le gouvernement consulte les OSC pour le développement, l'exécution et le suivi des politiques nationales de santé

20%

20% des OSC confirment qu'elles sont consultées



Le gouvernement fournit des ressources financières

55%

55% des OSC reçoivent des ressources financières



Le gouvernement fournit de la formation

55%

55% des OSC reçoivent de la formation

Dans quelle mesure la participation des OSC dans les processus de politique sanitaire nationale est-elle effectivement appuyée par les PD ? (Sources : le questionnaire qualitatif des PD et l'enquête en ligne des OSC)

56%

Les PD consultent les OSC pour le développement de leurs programmes de santé

75%

75% des OSC confirment qu'elles sont consultées

100%

Les PD fournissent des ressources financières

25%

25% des OSC reçoivent des ressources financières

89%

Les PD fournissent de l'assistance technique

75%

75% des OSC reçoivent de l'assistance technique



ENGAGEMENT PAR LE SECTEUR PRIVE



Le secteur privé ne participe pas aux activités de programmation et de suivi des politiques de santé au Bénin.



Les participants pensent tous qu'il faudra réorganiser et assainir le secteur privé.



Les activités professionnels du secteur privé sont conformes aux priorités politiques et alignées.



Le MS doit revoir sa perception du secteur privé et le Partenariat Public-Privé doit être efficace.



Les structures privées n'ont jamais été inspectées par le MS.



Un programme d'accréditation est mis en place dans le cadre de la plateforme du secteur privé.



Le cadre réglementaire et législatif national qui favorise le développement et l'engagement actif des associations professionnelles et des syndicats dans la politique de santé existe mais il n'est pas très fonctionnel.



La plateforme seule ne suffit pas pour réorganiser le secteur privé, d'autres structures sont nécessaires pour assurer la promotion et la reconnaissance du secteur privé.



www.internationalhealthpartnership.net/benin